

LA VÉRITÉ ÉCOLOGIQUE

DU PRIX

Le souci de protection de la planète peut-il aider à concilier:

- *La nécessité de financer les besoins de la collectivité.*
- *Les problèmes d'emploi, de chômage et de retraites.*
- *Une place digne pour chaque citoyen dans la société démocratique.*
- *La liberté individuelle, menacée par la complexité de l'organisation des sociétés modernes.*

En dépit d'énormes gains de productivité, liés au développement des machines, le système économique ne satisfait pas les besoins élémentaires d'une grande partie de la population. De plus, il se montre dévastateur pour la planète.

La compétition internationale dans un secteur marchand privilégie des activités dites "rentables" selon des critères d'où sont exclus leurs conséquences à long terme, le bien-être humain et la civilisation. Ce système ne survit qu'au prix d'une hypothèque sur l'avenir. Dans cette course à l'abîme, les remèdes pour atténuer ses nuisances ne font qu'accélérer son expansion incontrôlée et retarder un blocage inéluctable, prélude à une explosion apocalyptique. Les capitaux ont acquis une vie propre. Leur seul objectif est de prospérer, même par des voies spéculatives totalement dissociées de l'activité réelle, quelles qu'en soient les conséquences sur l'humanité. Il serait urgent de contrôler le type de développement qu'ils promeuvent, pour donner une primauté au bien-être humain et protéger la nature.

Les projets des partis politiques ne sont pas suffisamment crédibles pour être mobilisateurs. L'opinion publique ressent l'inadéquation des remèdes proposés. Des leaders ou des gourous aux solutions simplistes et irrationnelles, ou des extrémistes religieux exploitent dangereusement son désarroi. Cette paralysie de l'imagination traduit la persistance d'un système de pensée qui n'a pas intégré les conséquences de la révolution industrielle et du développement technologique.

Lorsque le travail humain était la seule source de richesse, il était normal qu'il alimente les ressources fiscales destinées à assurer le fonctionnement de la société. Mais la richesse dépend désormais de plus en plus du développement des machines, qui n'ont pas pris le relais de la charge financière,

L'Homme est d'avance perdant à lutter contre la machine. Elles consomment de l'énergie brute, pas du pain. Transférer sur l'énergie les charges fiscales, puisque toute activité dépend d'elle en fin de compte, les ferait supporter par les machines. Alors seulement elles soulageraient l'Homme au lieu de l'asservir.

Aucune étude sérieuse n'a évalué les conséquences réelles et les possibilités de mise en œuvre de cette proposition déjà ancienne. Hormis l'inertie de toute structure, on peut y voir la répugnance des gouvernants à se passer d'un système fiscal qui est un puissant moyen de contrôle des populations, que rend inquiétant l'amplification informatique.

Hormis des Jaurès ou des Mendès-France, rares sont les hommes politiques qui conçoivent des idées neuves. Ils ne font que sentir les mouvements d'opinion suffisamment forts pour qu'ils ne puissent les étouffer. Les plus habiles s'en prétendent alors les instigateurs. Si ces réflexions pouvaient trouver un écho, si un débat s'installait qui les corrige et les enrichisse, si montait dans la société la conscience qu'une autre organisation du monde est possible, et si des projets enfin porteurs d'espoir pouvaient en émerger, je me sentirais pleinement récompensé.

NOTRE SYSTEME ECONOMIQUE DETRUIT LA PLANETE

L'économie est l'art de gérer sagement les biens. Mais peut-on encore parler de système *économique*, quand est au contraire organisé le plus grand gaspillage possible, afin de maintenir l'activité de moyens de production surdimensionnés, dans des domaines où le profit *immédiat* est le plus grand, au détriment d'une réelle utilité. Lorsqu'apparaît un nouveau produit utile, réfrigérateur, magnétoscope, téléphone mobile, DVD, une industrie se développe rapidement pour satisfaire une forte demande initiale. Quand tous les foyers solvables sont équipés, la production devrait logiquement se réduire au niveau du besoin de renouvellement. L'industrie ne sait pas s'adapter à ce qu'elle vit comme une récession. Elle a acquis une vie propre. Elle la pousse non seulement à maintenir son niveau d'activité antérieur, mais à le développer. Pour cela, elle peut utiliser les moyens et la technologie acquis pour concevoir et commercialiser des produits nouveaux. Cette éventualité favorable est hélas rare. En l'absence d'innovation utile alimentant la machine de production, la seule issue est d'accroître artificiellement la demande. On attire les acheteurs en abaissant les prix. Pour diminuer le coût de la production, on augmente sa performance par un nouvel investissement, on réduit la main d'œuvre, on délocalise. On vend à crédit pour équiper des foyers à faibles moyens. Quand ces ressources sont épuisées, la recherche de la survie de l'entreprise prime sur l'utilité: on organise le gaspillage. On rend obsolète les anciens modèles en en lançant de nouveaux, qui n'en diffèrent que par un nouveau *design* et quelques *gadgets* inutiles. Les pièces de rechange sont vendues en modules complets pour en élever le prix et rendre toute réparation onéreuse. On en arrête la fabrication. On paie des ingénieurs uniquement pour qu'un bricoleur du dimanche ne puisse réparer les nouveaux modèles. On édite de nouvelles versions de logiciels incompatibles avec les anciennes, nécessitant un matériel plus puissant. On lance des modes inutiles. La publicité suscite et exploite les désirs infantiles du public. Tout est fait pour accélérer le renouvellement des équipements, au détriment parfois de la qualité des produits nouveaux.

Les lobbies industriels agissent sur le législateur, les décideurs des municipalités, des régions. Ils trouvent des prétextes nobles et *porteurs*. Par exemple, augmenter la sécurité automobile. On rend obligatoires les contrôles techniques, on donne des primes à la casse de voitures anciennes, même sûres, cela fait vendre des autos neuves. La sécurité est un nouveau créneau du développement industriel. Bien des investissements injustifiés sont réalisés en son nom. Un exemple : un rond-point giratoire est un dispositif de sécurité se suffisant à lui-même. Les conducteurs l'abordent en ralentissant et ne s'y engagent qu'avec circonspection, sachant prioritaires les voitures qui y tournent déjà, Mais on le voit souvent équipé de dizaines de feux de signalisation qui en suppriment tout l'intérêt. Comment justifier de tels équipements, sinon par la nécessité pour les entreprises de trouver des débouchés nouveaux, la corruption venant éventuellement aider à s'assurer des marchés. La puissance des lobbies pétroliers, automobiles et de travaux publics s'oppose à l'aménagement rationnel des villes, qui supposerait des logements proches du lieu de travail et un réseau dense de transports en communs et de pistes cyclables. Les lobbies pharmaceutiques, de plus en plus puissants du fait de leur concentration, utilisent l'argument de santé publique pour faire accepter des dépenses inconsidérées, comme ce fut le cas pour l'épidémie de grippe H1N1 de 2008¹, ou justifier des mesures draconiennes à l'encontre des fumeurs qui se révèlent une pure manipulation, utilisant un calcul truqué de mortalité par tabagisme passif².

L'énergie

Tout en ce monde repose sur l'énergie, tout mouvement, toute activité. La principale nous arrive à chaque instant du soleil. L'énergie nucléaire, qui en est une variante de productio locale. La force des marées, qui nous vient de la lune et la géothermie, que l'on peut estimer inépuisable compte tenu de l'espérance de survie de l'humanité, sont encore peu exploitées.

Le problème avec le soleil est qu'il n'illumine à chaque instant qu'une moitié de la terre, et encore, il y a les nuages... C'est un lourd handicap pour le chauffage et l'énergie photovoltaïque. C'est également vrai pour les exploitations plus indirectes de l'énergie solaire, les vents, les mouvements des vagues, qui sont des sources

¹ Dr. Dominique Dupagne: Faut-il ou non se vacciner contre la grippe: <http://www.atoute.org/n/article134.html>

² Molimard R. Le rapport européen "Lifting the smokescreen: Etude épidémiologique, ou manipulation? *Revue d'Epidémiologie et de Santé Publique*, (2008) 56 ;(°4): 286-90 (Article intégral sur <http://formindep.org>, onglet Altabacologie)

très variables. Très vite, pour faire face aux besoins des populations se posent deux questions: 1.- Le stockage de l'énergie; 2.- La distribution pour la répartir au mieux.

Le stockage

Le stockage direct de l'électricité produite dans des batteries consomme des quantités considérables de certains matériaux relativement rares, plomb, nickel, lithium, mercure, dont l'impact environnemental est lourd. Très peu efficace, il ne peut représenter une solution que très ponctuellement. Seule l'énergie hydraulique, qui récupère en partie celle ayant évaporé l'eau des océans, constitue une véritable forme de stockage à moyen terme, assurant une souplesse d'utilisation pour faire face à des accroissements temporaires de demande. Mais construire des barrages est coûteux, ils peuvent altérer les écosystèmes, et exposent à des catastrophes. De plus, la France arrive aux limites de tels équipements. Des essais sont faits pour utiliser des énergies temporairement excédentaires (éoliennes, photovoltaïque) pour repomper dans les barrages les eaux effluentes.

Stockage à moyen terme.

La nature a depuis longtemps stocké l'énergie solaire. Grâce à la chlorophylle, les végétaux synthétisent des molécules hydrocarbonées riches en énergie, sucres, farines, bois, huiles, directement utilisées par les animaux dans leur alimentation. Les écologistes du dimanche hurlent quand on coupe un arbre. Pourtant, à condition d'en planter un autre, on ne fait qu'utiliser de l'énergie solaire récente. On profite du cycle du carbone qui inspirait de beaux tableaux dans les salles de classe. N'en déplaise aux écologistes primaires, les bactéries de fermentation qui pourrissent les branches mortes des forêts produisent exactement autant de gaz carbonique que le ferait la combustion de cette biomasse à notre profit. Sa transformation en alcools pour fournir des carburants éviterait d'autres effets secondaires. La flamme du pétrole est fuligineuse, celle de l'alcool claire, sans fumée. L'alcool a certes un pouvoir calorifique moindre que celui du pétrole, mais il a déjà un atome d'oxygène dans sa molécule, ce qui lui assure une combustion plus facile et complète. Moins de ces microparticules qu'on reproche aux diesels, pas d'oxydes de soufre dans les gaz produits. Au lieu d'imposer des jachères, les cultures d'oléagineux ou sucrières seraient une source de carburants propres tout en sauvegardant une occupation agricole. Hélas, il faut en connaître les conséquences perverses. Il faudrait que le bilan énergétique et écologique soit positif en tenant compte de l'utilisation de pétrole, d'engrais et de pesticides nécessaires à l'exploitation. Il faudrait aussi que ces biocarburants ne concurrencent pas les cultures vivrières, ce qui est malheureusement le cas dans leur développement actuel. Il serait sage de récupérer les broussailles et les branches mortes des forêts, cela minimiserait les risques d'incendie. L'énergie récupérée pourrait être utilisée pour le chauffage urbain ou le séchage des bois.

Stockage à long terme: Le scandale du gaspillage des énergies fossiles.

On comprend mal l'ignorance, l'inculture, aussi bien des classes dirigeantes que du public sur ce sujet si simple et pourtant capital. Il a fallu des millions d'années à la végétation pour rendre respirable l'atmosphère primitive en la débarrassant du gaz carbonique. La chlorophylle l'a absorbé, transformé en charbon ou en pétrole. La nature l'a enfoui profondément dans le sol, voir sous les mers, espérant sans doute le mettre à l'abri des inconscients. En un peu plus d'un siècle d'utilisation des énergies fossiles, nous en avons remis une grande partie en circulation. Le gaz carbonique est le grand responsable de l'effet de serre auquel on attribue une partie du réchauffement de l'atmosphère terrestre. Un important pourcentage en est heureusement absorbé par les océans et se dépose dans les fonds sous forme de carbonates, mais au prix d'une acidification. Mais le bas prix de vente du pétrole, tout à fait artificiel puisqu'il ne prend pas en compte l'impact écologique de son utilisation, étouffe toute tentative de faire émerger des solutions de remplacement. Pourtant les ressources s'épuisent. Certains calculs prévoient une raréfaction de l'offre dès 2010. D'où les efforts désespérés pour s'assurer le contrôle des derniers gisements. La dangereuse guerre d'Irak de 2003, sous de prétextes spécieux et mensongers, en est un des derniers avatars.

Le nucléaire : les apprentis sorciers

Nous estimons ne pouvoir nous passer de l'énergie nucléaire. Sans même envisager les risques militaires ou terroristes, Tchernobyl nous en démontre le danger potentiel immédiat considérable, et les effets à longue échéance imprévisibles. La prudence devrait inciter à développer l'utilisation d'énergies plus propres, sûres et

renouvelables. Tout comme celui du pétrole, le prix de l'énergie électrique nucléaire est artificiellement bas, car prendre en compte la neutralisation complète des déchets radioactifs et le renouvellement des vieilles centrales devraient le rendre prohibitif.

La répartition

L'industrie électrique se présente comme une "*énergie propre*". C'est vrai pour l'éolien, le photovoltaïque et l'hydraulique. Il est exact qu'en milieu urbain, chauffage et véhicules électriques diminueraient considérablement la pollution locale. Mais l'essentiel de l'électricité vient de sources polluantes, pétrole, charbon, nucléaire. Pour faire face aux a-coups locaux de consommation, l'industrie a bâti par ailleurs un système de production hautement centralisé. Il implique une distribution dévoreuse d'énergie, du fait des pertes par effet Joule sur des centaines de milliers de kilomètres de lignes, et de la perte thermique des centrales à charbon, gaz ou pétrole. Leur rendement ne dépasse pas 36%, soit 64% de perte d'énergie. Mais leur souplesse d'utilisation les rend indispensables, avec les sources hydrauliques, pour équilibrer les besoins accrus en hiver. Les pertes pourraient être réduites à 20% si la chaleur était récupérée pour la production d'eau chaude ou de vapeur (chauffage urbain, industries utilisatrices d'eau chaude...). Mais cette récupération par "cogénération" nécessite de petites unités. S'appuyant sur son privilège de monopole, l'EDF a freiné les initiatives locales d'équipements diversifiés. Elle a seulement commencé en 1993 à accorder une prime aux investisseurs. Le prix à payer pour cette centralisation est une extrême fragilité. Qu'éclate un conflit, quelques bombes bien placées réduiraient en quelques heures notre civilisation du tout-électrique à un état de détresse qui dépasserait tout ce que nous avons pu connaître dans les années les plus noires de la dernière guerre. Comme le prouvent les sabotages détectés dans une centrale lors des grèves de l'automne 1995, des dégâts considérables sont à la portée de quelques irresponsables, d'"illuminés adeptes de sectes ou de fanatiques religieux. On cherche à nous convaincre que la sécurité du pays passe par la dissuasion nucléaire. C'est peut-être d'abord à la vulnérabilité de notre approvisionnement électrique qu'il faudrait penser.

Car le risque de guerre est au bout de la fuite en avant de la compétition économique. Personne ne peut conduire trois voitures à la fois. L'aboutissement est la saturation des marchés, d'autant que la logique du système implique la paupérisation d'une masse de population insolvable. Une destruction humaine et matérielle massive est la seule issue qui puisse éviter la paralysie de l'appareil de production et permettre de glorieuses années de reconstruction. Mais les dégâts planétaires d'une nouvelle conflagration mondiale risqueraient bien d'être irréversibles.

NOTRE SYSTEME ECONOMIQUE DETRUIT L'HOMME

C'est l'Homme évidemment qui aurait à souffrir de ces destructions massives. Mais des dégâts majeurs, bien que plus sournois s'aggravent chaque jour. Tandis que s'organise ce gaspillage, des besoins élémentaires ne sont pas satisfaits. Des sans-toits couchent dans la rue, abrités par des cartons. Chaque année, les *Restaurants du Cœur* fournissent plus de repas. La durée de vie s'allonge, mais l'avenir des retraités s'assombrit. Un quart-monde se développe dans les pays les plus prospères. Pour réduire les dépenses publiques, on entasse trente-cinq élèves dans des classes de langues. Une seule aide-soignante assure la sécurité d'un service hospitalier la nuit, et la seule infirmière doit se partager entre quatre services. On forme de jeunes savants qui restent sans emploi, ou sans moyens. Des innocents croupissent en prison préventive par manque de magistrats. Toutes les fois que c'est possible, on remplace l'Homme pas une machine qui contrôle, distribue.

Le rendement est le rapport entre le travail produit et la consommation d'énergie. Celui de la machine ne cesse de croître. Celui de l'homme tend à diminuer, car il souhaiterait consommer plus de biens pour moins de travail. La machine aurait dû lui procurer ce mieux-être. Elle lui est au contraire devenue concurrente. Le travail humain nécessaire à la production de biens de consommation dérive vers des zones à rendement élevé, beaucoup de travail pour peu de salaire, travail des enfants. Une forme moderne d'esclavage règne dans le tiers-monde, tandis que délocalisations, chômage et exclusion sociale s'étendent dans les pays développés.

Les mécontentements s'accroissent, les leaders porteurs de solutions simplistes et brutales commencent à être écoutés. Tout est prêt pour amener les foules aux grands massacres.

Ce système ne peut survivre que par une expansion continuelle. Il lui faut l'accroissement démographique qui fera les grands marchés futurs, et une course à la productivité pour écraser la concurrence. Son but premier n'est pas le bien-être de l'humanité, mais le profit pour un être virtuel, "*la multinationale*", ou "*le capital*". Ce véritable cancer échappe au contrôle de l'Homme qui, hormis quelques privilégiés, ne vit que des miettes qui tombent de la table. C'est une véritable escroquerie à la boule de neige. Comme ces "*chaînes*" où il faut trouver dix gogos qui en trouveront dix autres, l'équilibre n'est qu'une illusion de l'instant. Les générations futures paieront la note, l'apocalypse n'attendra peut-être même pas.

La prise de conscience de ce problème n'est pas nouvelle. Mais les réponses sont encore inadaptées et de faible portée. Elles n'ont encore aucun effet sur cette marche à la catastrophe. Les facteurs de l'évolution des sociétés sont si nombreux et complexes qu'ils ne peuvent être tous pris en compte pour une organisation rationnelle. Occulter des données pour simplifier les problèmes conduit à des solutions rigides à la fois oppressives, inhumaines et fragiles. Pour ne pas avoir pris en compte les exigences de la nature et les aspirations individuelles des hommes, les constructions sociales des pays de l'Est ont implosé dans un désastre humain et écologique. L'espoir placé en elles s'étant écroulé, aucune solution d'ensemble n'est plus crédible et susceptible de mobiliser les peuples. Le désarroi est total.

LES CARACTERISTIQUES DU SYSTEME

Les deux secteurs d'activité : celui qui rapporte et celui qui coûte

L'activité humaine se divise en deux grands secteurs : celui qui rapporte de l'argent dans l'immédiat et celui qui coûte. Produire un gadget imbécile et éphémère, des "*pins*", une "*crème amincissante*" **rapporte**. Une infirmière, un instituteur, une jardinière d'enfants, un policier, un juge **coûtent**, tout comme fabriquer "à perte" un médicament pour soigner des lépreux insolubles. Le visiteur médical, qui **rapporte**, est mieux payé que le médecin généraliste qu'il visite, qui **coûte**. Le directeur du **marketing**, qui **rapporte**, mieux que celui du laboratoire de recherches, qui **coûte**. Un actif qui fabrique des gadgets **rapporte**, retraité, il **coûtera**. En d'autres termes, il y a des activités qui entrent dans l'économie de marché, qui vise le profit à court terme, et des activités "**hors marché**". Construire un bâtiment **rapporte**. Le démolir aussitôt après une décision de justice **rapporte aussi** à l'entreprise de démolition. Bien qu'en termes d'enrichissement du patrimoine le résultat soit nul, l'ensemble est comptabilisé en positif dans le PIB (*produit intérieur brut*), qui mesure simplement l'activité du secteur marchand, quel que soit le bénéfice concret pour la société.

Dans l'ensemble, les activités qui **coûtent** sont celles qui assurent la protection sociale, les retraites, le développement humain, la sécurité et le bien-être collectif. Ce sont celles de la civilisation. Elles sont essentiellement à la charge de la collectivité, et sont donc financées par l'impôt ou les prélèvements sociaux. Tout fléchissement de l'activité du *secteur marchand* retentit sur ce *secteur hors-marché*, dont le financement dépend en fin de compte de l'activité qui **rapporte**. A ce titre, demander à un fonctionnaire de payer des impôts devrait paraître une complication surréaliste, puisque c'est lui faire rétrocéder immédiatement à l'Etat, au prix de frais de recouvrement, une partie de ce que celui-ci vient de lui verser.

Comment l'Etat finance t'il les activités qui coûtent ?

L'Etat trouve actuellement l'argent par quatre moyens principaux : Impôts directs, indirects, cotisations sociales et inflation. On peut considérer toutes ces formules comme des **survivances d'autres siècles où le travail humain était la seule source de richesse** (si l'on excepte celui des bœufs et des moulins à vent). Il était alors normal que l'Homme paie de son travail les besoins collectifs, parfois très directement en accomplissant des corvées. Ces impôts, taxes et cotisations ont en commun de **ne faire payer que l'Homme**. Les ressources de l'Etat et la protection sociale reposent entièrement sur son travail, et sont prélevées essentiellement sur les plus pauvres. La conséquence est que le travail humain se renchérit et tend se réduire,

ce qui rétrécit la base d'imposition et amplifie la baisse des ressources de l'Etat, dont une partie doit même se consacrer à une assistance aux plus démunis.

1.- Les impôts directs.

L'impôt sur le revenu. Chacun contribue proportionnellement ce qu'il gagne. Les plus faibles revenus sont exonérés, les plus élevés plus taxés. C'est ce qui a été trouvé de plus équitable. Qui le critique se voit classé de démagogue de droite, voire de fasciste. Pourtant il pèse essentiellement sur les salaires. Il grève donc particulièrement le travail humain. Quant aux gros revenus réels, grâce aux *stock-options* et autres artifices, ils ont bien des moyens d'y échapper.

L'impôt sur le capital (Impôt sur la fortune, droits de succession). Taxer les riches est un argument populaire qui a fait aisément adopter l'impôt sur la fortune par des démagogues de gauche, mais la droite de retour au pouvoir s'est bien gardée de le supprimer.

D'une part parce qu'il est dans la logique du système, car il incite à consommer, à ne pas économiser: "*Autant que l'Etat n'aura pas!*" Dans le langage actuel cela signifie **"à gaspiller"**.

D'autre part, parce que, adopté au nom de la justice, il est en fait particulièrement injuste. Lorsque le capital est constitué par des économies sur les revenus du travail, il taxe une seconde fois ces revenus. Lorsqu'un salarié a sagement économisé pour acheter avec son plan d'épargne-logement un 4 pièces à Paris ou son pavillon de banlieue, a hérité de la bicoque paternelle en Bretagne et possède quelques SICAV, il est vite taxé **"sur les grandes fortunes"**. Mais le patron de son entreprise y échappe : Son usine est son **instrument de travail**, son luxueux appartement et sa Mercedes **"appartiennent à l'usine"**, ses meubles anciens signés et ses toiles de maîtres sont exemptés au titre **d'œuvres d'art**. Son entreprise lui assure de plus la compétence de conseillers maîtres dans l'art de tirer bénéfice de la complexité du système fiscal et des facilités qu'offrent les banques étrangères à l'évasion des plus gros revenus.

Les taxes diverses, habitation, foncières, etc. Sous toutes leurs formes, ces taxes s'apparentent fondamentalement aux deux précédentes.

2.- Les impôts indirects

C'est essentiellement la TVA. Cet impôt a été imaginé pour remplacer la taxe sur le chiffre d'affaires. Elle autorise une grande souplesse dans les circuits de fabrication, puisque l'impôt est le même quel que soit le nombre d'intermédiaires ou de sous-traitants, chacun ne participant à l'impôt final qu'en fonction de ce qu'il a apporté à l'élaboration du produit. Cela facilite beaucoup les processus industriels. On croit communément qu'il s'agit d'un impôt sur la consommation. En fait, ce terme est ambigu. On devrait le réserver à ce qui est une véritable **consommation**, à ce qui utilise et détruit les ressources de la planète. Ce n'est pas la base de la TVA. C'est en fait un impôt sur les **prix de ventes**, sur les **prestations de service**. Ainsi, si vous amenez votre chat chez le vétérinaire, vous paierez la TVA sur sa consultation. Elle grèvera donc uniquement son travail humain. Dans le bilan d'une réparation automobile, la consommation réelle correspond à l'énergie et aux matières premières nécessaires à la fabrication des pièces détachées et leur transport jusqu'au garage. Cela ne constitue qu'une toute petite partie de la facture. La plus grande partie rémunère les heures de travail. Celles des ouvriers qui ont fabriqué les pièces, du camionneur qui les a livrées, du mécanicien qui les a montées, du comptable qui l'a établie, de la secrétaire...et le travail du patron. La TVA **taxe donc lourdement presque uniquement le travail humain**.

3.- Les cotisations sociales.

Qu'elles soient surtout payées par l'employeur n'est qu'un leurre. Il s'agit d'un **impôt sur le travail humain**.

4.- L'inflation :

Elle touche surtout les plus pauvres. Dès le premier euro, elle prend un pourcentage égal à tous ceux pour qui la fortune n'est que de l'argent, fruit de leur travail, quel que soit l'usage qu'ils en fassent. Ceux qui ont des *"biens au soleil"* ou des comptes en Suisse peuvent y échapper.

Par ailleurs, il est loin d'être donné à tous de se reconnaître dans le maquis des catégories de revenus ou de biens imposables, des exonérations possibles et de leurs conditions, dans leurs modifications permanentes. Sans parler des analphabètes complets, la population vieillit. **Beaucoup de gens deviennent incapables de**

remplir correctement une déclaration de revenus. Ils passent à côté de mesures qui leur seraient favorables et qui profitent à de mieux informés. L'année est émaillée de dates-butoirs pour des déclarations ou des versements multiples assortis de pénalités. Malgré des efforts de simplification qui ne font souvent que troubler car ils bouleversent des habitudes difficilement acquises, les mécanismes nécessaires à la répartition et à la perception de l'impôt deviennent une entrave à la liberté. Une simplification des moyens par laquelle la collectivité se procure de quoi payer ce qui coûte serait nécessaire.

LES REPONSES COURANTES POUR AMENDER LE SYSTÈME

Les discours politiques se ressemblent et visent à replâtrer le système pour qu'il survive encore un peu. Les remèdes proposés ne sont que des aménagements internes. Ils reposent sur des croyances mythiques qui ne s'attaquent pas à l'origine de ses défauts. La conséquence est l'aggravation de ses effets pervers. On n'obtient au mieux que des sorties temporaires de "*crises*", dont la succession évoque la circulation "*en accordéon*" sur une autoroute. On se croit sorti d'un bouchon, on tombe sur le suivant, jusqu'au blocage total.

Le mythe de l'augmentation de la consommation

Pour faire marcher la machine économique, il suffirait d'augmenter la consommation. Mais si le système économique grippe, c'est clairement parce que la production est excessive par rapport à la demande. Les plus pauvres ne demanderaient qu'à consommer, puisque leurs besoins élémentaires ne sont pas satisfaits. Les seuls secteurs à stimuler seraient donc ceux permettant de les combler. Nul besoin d'être grand clerc pour avoir prédit les conséquences d'une prime à la casse de voitures encore viables. L'expérience a été faite. Les industriels de l'automobile savaient bien que ce ballon d'oxygène n'était que transitoire, puisque rajeunir le parc automobile laissait prévoir une baisse ultérieure du renouvellement normal. La seule façon pour eux d'en espérer un bénéfice durable était de mettre à profit cette embellie pour améliorer la position de l'entreprise sur le marché international. La main d'œuvre étant ce qui coûte le plus cher, les bénéfices ont été investis en machines qui permettaient des licenciements ultérieurs. Les besoins de production temporairement accrus ont été comblés par des heures supplémentaires ou des contrats précaires plutôt que par des embauches. Prélevées sur de l'argent public, ces primes à la casse ont été octroyées au prix d'une réduction des dépenses de l'Etat dans les secteurs qui coûtent. C'est allé jusqu'à supprimer des postes d'enseignants dans des secteurs défavorisés. D'où une nouvelle réduction des foyers solvables qui se seraient volontiers équipés d'un véhicule, alors que les capacités de production augmentaient. Les bénéficiaires de l'opération ont été en fin de compte les foyers qui avaient déjà les moyens de circuler en voiture, et les gros actionnaires internationaux.

L'évolution spontanée des marchés ne tend pas à faciliter l'accès des plus pauvres aux biens de consommation élémentaires. On fabrique pour ceux qui peuvent payer. Or ceux-ci ont déjà le nécessaire. La pression de leur demande se fait vers le superflu. Comme ils peuvent le payer, c'est la recherche du superflu et sa promotion qui est à la base du développement des entreprises. La prime à la consommation est donc essentiellement une prime au superflu. Le système évolue logiquement vers le développement d'un secteur d'exclus plus ou moins bien assistés et d'une masse d'esclaves, mal payés et privés de l'élémentaire, travaillant à fabriquer du superflu pour une minorité privilégiée. Mieux, tentés par la publicité qui les fait humainement rêver, les précaires en arrivent à sacrifier au superflu leurs besoins élémentaires, ce qui les précipite vers l'exclusion. Quant à la minorité favorisée, elle commence à prendre conscience de la fragilité de ses privilèges. Les cadres sont confrontés au chômage. Les diplômes ne garantissent plus l'emploi. Les retraites sont menacées par le recul de l'emploi des actifs. Une lueur d'espoir est peut-être que le sentiment d'urgence d'un changement commence à gagner les éléments les plus lucides de la société.

Seul l'accès des plus pauvres aux biens de consommation élémentaires peut sauver l'industrie, l'humain et la planète.

L'industrie, car leur nombre est le seul garant d'une activité économique soutenue.

L'humain, car le bien-être de tous devrait être un but prioritaire de l'activité humaine. Ventre affamé n'a point d'oreilles. Le développement de la culture, la disparition de la barbarie passent par une satisfaction de ces besoins. La misère, le chômage sont le terreau de tous les fanatismes.

La planète, car seuls l'élévation du niveau de vie et le développement culturel des populations défavorisées pourront freiner pacifiquement l'explosion démographique qui la menace. Mais la planète ne résisterait pas à un accès généralisé au superflu. Une solution d'ensemble doit comporter un *frein à l'accès au superflu*. Le superflu doit servir à payer l'élémentaire à ceux qui ne l'ont pas.

L'augmentation de la consommation pourrait accroître les rentrées de TVA. Mais le coût des mesures incitatives en annihile les bénéfices, comme en leur temps les *balladettes* ou les *juppettes*. Comme leur effet sur l'emploi n'est qu'une rémission temporaire, il n'y a guère à attendre de conséquences favorables sur les rentrées d'impôts directs et de cotisations sociales, d'autant que l'exonération de ces cotisations est justement une des mesures utilisées pour "*relancer*" l'emploi. L'augmentation de la consommation doit être une conséquence d'une élévation réelle du pouvoir d'achat des plus pauvres.

Le mythe de la réduction des dépenses publiques

"*Réduire le train de vie de l'Etat*". C'est le slogan passe-partout. Les dépenses publiques prennent en charge l'essentiel de l'activité qui coûte. L'enseignement, la culture, la protection sanitaire et sociale, la recherche, l'urbanisme, la défense, la police, les communications dans ce qu'elles ont de "*non-rentable*", mais aussi d'essentiel à la cohésion et à la vie même de la société. Les réduire, c'est réduire à la fois le service rendu qui fait la qualité et l'humanité de la vie, et contraindre au chômage ceux qui en sont les acteurs et deviendront autant de sous-consommateurs.

On veut réduire les dépenses publiques. Certes on peut faire des économies, réduire un personnel administratif si sa productivité augmente grâce à l'informatique. Mais dans la logique d'un véritable développement d'une civilisation humaine, **c'est justement elles qui devraient augmenter**, pour payer les "*non-rentables*" que sont les enseignants, les infirmières, les animateurs, les psychologues, les chercheurs, les médecins, faire face à la protection sociale, assurer des retraites décentes à tous ceux qui ne peuvent plus travailler, aménager les sites, embellir les villes, pour que puissent vivre plus d'écrivains et d'artistes.

Le mythe de la réduction du temps de travail.

On raisonne comme si le temps global qu'un pays doit consacrer au travail était une valeur fixe, bien définie, à partager. En France, il s'est déjà énormément réduit depuis un siècle. Non seulement le travail des enfants a disparu, mais l'entrée dans la vie active se fait rare avant 20 ans. La semaine de travail n'a plus que 5 jours, il y a 5 semaines de congés payés, des "*ponts*" sont en règle accordés quand les jours fériés tombent en temps propice, la retraite peut être prise à 60 ans, et le nombre des "*préretraités*" s'accroît. Pourtant les gains de productivité sont tels qu'il faut encore envisager de réduire le temps global de travail humain consacré à la production. Cela peut se faire par le chômage, en réduisant le nombre de personnes au travail ou, dans un esprit de "partage du travail", en réduisant le temps de travail de chacun. "*Réduire le temps de travail*" est la panacée devant résoudre tous les problèmes. Mais que signifie désormais passer de 39 à 35 heures, quand une nouvelle machine fait le travail de 100 personnes et permettra de licencier la moitié du personnel ? La réduction devrait être bien plus considérable pour résoudre le problème. C'est donc malheureusement par le chômage que se fait maintenant cette réduction. Une des raisons majeures est que la distance n'est plus un handicap. Le bas prix du pétrole, joint à l'accélération des transports, permet à des produits manufacturés d'arriver d'Asie en Europe à des prix que le coût dérisoire de la main d'œuvre locale rend sans concurrence possible. Les entreprises européennes transfèrent alors en Asie ou au Mexique une part énorme de leur production. L'Europe ne peut guère compter sur les gains de productivité et de qualité liés à une avance technologique, car la technologie s'exporte très vite, et que ces pays font preuve de grandes capacités d'adaptation et d'invention. On ne peut être compétitif qu'en concentrant les efforts dans des domaines restreints de technologie très avancée : armement, nucléaire, aéronautique. Pour combien de temps encore ?

Hormis le protectionnisme, la réponse à la tentation de délocaliser la production est d'adapter le coût de la main d'œuvre française à celui des concurrents lointains, la seule marge de manœuvre étant le coût du transport. Une entreprise cherche toujours à améliorer sa compétitivité. Pour qui pratique les "*flux tendus*" et les "*stocks zéro*", utiliser un personnel excédentaire signifierait une mauvaise gestion. Or la main d'œuvre en Europe est ce qui coûte le plus. Réduire le temps de travail signifie donc, soit augmenter le rendement et la

productivité des salariés, par une pression voire un harcèlement moral générateur de drames et de conflits sociaux, soit embaucher. Mais le faire sans réduire le salaire serait augmenter la masse salariale pour un même travail. Ce serait donc diminuer le rendement humain, donc accélérer la défaite dans la compétition économique. La production se transférerait encore plus en Asie du sud-est, et l'on verrait croître le chômage et la précarité. Une telle spirale de récession a déjà frappé de nombreuses industries. On ne produit plus un seul appareil photographique au pays de Niepce et de Daguerre. Si l'on réduit les salaires, on peut théoriquement "partager le travail" et diminuer le chômage, mais au prix de la baisse du niveau de vie de ceux qui travaillent, résultat bien paradoxal du progrès technique! L'esclavage devient alors le modèle de développement.

Tous les remèdes pour échapper à ce dilemme sans changement radical du modèle économique ne sont qu'agitation brownienne et replâtrages temporaires. La vérité est qu'il y a trop de gens occupés à des travaux que les machines sont capables de faire plus vite et mieux. La part de l'activité humaine consacrée au travail industriel, dans le secteur "*qui rapporte*", doit absolument diminuer. Malgré cette réduction, l'industrie pourrait facilement fournir les biens nécessaires au confort de tous grâce aux gains de productivité à venir, surtout si l'on trouvait un moyen d'arrêter la course au gaspillage. La réduction du temps de travail, en particulier dans les travaux pénibles et monotones, **doit être une fin en soi**, un gain de bien-être, **et non un moyen de gérer la crise**. Le temps de travail industriel ne doit pas simplement être réduit. Grâce aux machines, il devrait même être supprimé. Le travail doit être "**transféré**" vers d'autres activités, nécessairement celles qui coûtent, puisque les voies de développement de celles qui rapportent sont déjà largement explorées et surexploitées.

Dans les professions qui coûtent, ***la seule conséquence de la réduction du temps de travail est la diminution du service rendu***, puisqu'on n'a guère à attendre d'une augmentation de productivité dans ce secteur essentiellement de travail humain. C'est ainsi que la réduction à 39h décidée après les grèves de 1968 a abouti à la quasi-disparition de l'activité hospitalière du samedi, devenu un deuxième dimanche à service réduit, et que les effectifs des classes ont augmenté dans les écoles. De plus, que signifie une réduction du temps de travail pour un chercheur, un peintre, un écrivain ? Le confort, le bien-être, la qualité de la vie sont au moins autant, sinon plus, apportés par les activités qui "*coûtent*" que par celles qui, pour soutenir l'activité industrielle, inondent le marché de biens matériels souvent dérisoires et de plus en plus éphémères, et dont par manque de ressources de plus en plus de gens ne peuvent même s'offrir les plus élémentaires. "...car le travail est un trésor." concluait La Fontaine. C'est vrai, **on ne s'enrichit pas en ne faisant rien**. Mais à condition que ce travail ne soit pas un pur gaspillage de réelles richesses, de temps et d'énergie.

De plus, le travail confère un statut, un rôle, une identité, une existence sociale. La durée de vie s'accroît; Épuisés par un travail pénible, certains attendent la retraite comme un soulagement. Mais ceux qui pensent pouvoir servir encore, même avec une activité réduite dans un métier qu'ils aiment et les valorise, la vivent souvent comme une exclusion. Mettre à la retraite obligatoire un enseignant, un chercheur, une infirmière en pleine possession de leurs moyens simplement pour dégager un poste est un crime contre l'intelligence, un sabotage des ressources d'un pays. Que Luc Montagnier ait été contraint à s'expatrier pour pouvoir continuer à travailler sur le virus du SIDA qu'il a co-découvert est un pur scandale et une honte pour notre pays. Pourquoi la collectivité décide-t-elle de se priver de ce qui reste de leur capacité de travail et de leur expérience?

Le mythe de la croissance

L'arme absolue des économistes, c'est la croissance. Une croissance annuelle de 3% permettrait, non pas encore de faire régresser, mais tout au moins de stabiliser le chômage. Or, comme le souligne Albert Jacquard dans *l'Equation du nénuphar*, c'est un pari impossible. Il suffit de prendre sa calculatrice et de multiplier un nombre par 1,03, puis le résultat par 1,03 et ainsi de suite, comme pour les intérêts à la Caisse d'Épargne. On voit vite que ce taux en apparence modeste aurait déjà multiplié par 10 la consommation des ressources de la planète en 80 ans, par 20 en un siècle et par 100 en un siècle et demi. La croissance est un remède à très court terme. Elle n'est pas la solution au problème de l'humanité. Elle porte en germe sa destruction.

LES CHEMINS POUR UNE ISSUE

Notre système économique a démontré qu'il ne pouvait orienter la production vers la satisfaction des besoins élémentaires du plus grand nombre. Pour faire survivre un ghetto d'inutiles en exclusion sociale, sa seule réponse est la charité et sa variante le RMI, les ONG et les Restaurants du Cœur. Mais ces exclus ont le droit de vivre une vraie vie digne et autonome. Cela implique qu'un travail à la portée de leurs capacités qui les fasse sortir d'un statut d'assistés, les insère dans la communauté. Protection sociale, services et équipements collectifs, la communauté doit **augmenter les dépenses publiques** pour financer les activités qui "*coûtent*", nécessaires à sa survie et à l'épanouissement de ses membres, aussi facilement que celles qui "*rapportent*". Elle fait ainsi d'une pierre quatre coups :

- 1.- Elle comble des besoins que le marché ne satisfait que comme un sous-produit. Il ne voit l'éducation que pour former des gens *utiles* pour la production, la promotion, la vente. La charité n'est bien souvent qu'un sous-produit de la publicité.
- 2.- Elle donne des ressources à des gens qui pourront s'offrir un toit, se nourrir et se vêtir.
- 3.- Le secteur marchand profite de cette augmentation de ressources.
- 4.- Elle élève le niveau de culture, donc de civilisation.

Pour ce financement, l'Etat doit trouver des ressources. Mais la manière de les obtenir n'est pas innocente et peut avoir des effets pervers.

LES MOYENS

Pour faire évoluer une société, il n'y a guère que trois moyens : la *force*, la *foi* et l'*argent*.

La force : Les régimes imposés par la force ont en règle échoué. On n'obtient jamais rien des esclaves ou de ceux qu'on met en prison. Les lois et règlements manquent toujours de la souplesse qui assurerait une bonne adéquation à leur but. Une mesure apparemment bonne se révélera injuste et oppressive pour celui dont le cas n'a pas été prévu. Elle laissera toute liberté à ceux qui ont l'astuce ou les moyens de la tourner. Ainsi en est-il de ces "*pavillons de complaisance*", ou des "*paradis fiscaux*" auxquels n'auront jamais accès les bénéficiaires du SMIC.

La foi : Si elle repose sur une idéologie puissante, la foi rend aveugle. Religieuse, elle peut mobiliser tous les fanatismes autour de solutions irrationnelles, inhumaines, cruelles, et aboutir à une régression de la civilisation, même dans les contrées évoluées comme nous l'ont montré les affrontements en Yougoslavie. Quant à celle investie dans tous les systèmes en "*isme*" qui devaient changer le monde, elle n'a apporté que désastres. Si la foi ne fait que traduire la conscience individuelle, on ne modifie pas une société par les appels au civisme et au bénévolat.

L'argent : Le véritable moteur de la société est l'argent. Les sociétés modernes ont perverti le progrès considérable que son invention a apporté à l'humanité. Introduisant une flexibilité dans le système d'échanges, l'argent a permis à l'Homme de sortir de la préhistoire. Le troc a ses limites. Si quelqu'un possède ce que vous convoitez, il doit convoiter ce que vous donneriez en échange. Un troisième partenaire peut permettre une permutation circulaire. Au-delà, le nombre des combinaisons possibles croît prodigieusement vite (c'est la série factorielle; pour 6 partenaires, il serait de $1 \times 2 \times 3 \times 4 \times 5 \times 6 = 720$). La complexité devient vite extrême. Comme la case vide dans ces jeux de patience qui permet de remettre dans l'ordre chiffres ou lettres, l'argent autorise tous les échanges. Il les libère des contraintes de temps et de lieu. Il fluidifie le troc. De plus, il laisse une grande marge de liberté au développement individuel. Nourrie, logée, blanchie et ne recevant qu'un argent de poche, la *bonne-à-tout-faire* est une esclave. Pour une même dépense de l'employeur, la caissière de supermarché est libre de ses choix.

Une petite histoire permet de faire comprendre ce rôle essentiel de l'argent, quand la spéculation ne vient pas le pervertir:

"Ça se passe dans un village qui vit du tourisme, sauf qu'à cause de la crise il n'y a plus de touristes. Tout le monde emprunte à tout le monde pour survivre. Plusieurs mois passent, misérables. Arrive enfin un touriste qui prend une chambre. Il la paie avec un billet de 100€. Le touriste n'est pas plutôt monté dans sa chambre que l'hôtelier court porter le billet chez le boucher, à qui il doit justement cent euros. Le boucher va aussitôt porter le même billet au paysan qui l'approvisionne en viande. Le paysan, à son tour, se dépêche d'aller payer sa dette à la prostituée à laquelle il doit quelques passes. La prostituée boucle la boucle en se rendant à l'hôtel pour rembourser l'hôtelier qu'elle ne payait plus quand elle prenait une chambre à l'heure. Comme elle dépose le billet de 100€ sur le comptoir, le touriste, qui venait dire à l'hôtelier qu'il n'aimait pas sa chambre et n'en voulait plus, ramasse son billet et disparaît. Rien n'a été dépensé, ni gagné, ni perdu. N'empêche que plus personne dans le village n'a de dettes. N'est-ce pas ainsi qu'on est en train de résoudre la crise mondiale?"

Le contrôle d'une activité par l'argent a une souplesse que n'obtiendra aucune règle coercitive. Il permet aussi bien de faire les choses gratuitement que de prendre sur son RMI pour s'offrir une boîte de caviar. Hormis pour les besoins réellement vitaux, on développe une activité en la finançant. On la limite en la taxant. C'est vraisemblablement pourquoi le seul système qui ait jusqu'ici réussi à se maintenir est le capitalisme, mais son évolution spontanée laisse présager de grandes catastrophes. Est-il donc possible de maîtriser suffisamment l'usage de l'argent pour canaliser cette évolution? Il faut être conscient que les mesures financières qu'impliquerait cette maîtrise n'auront de chances d'être acceptées que si elles paraissent susceptibles d'atteindre des objectifs clairement définis entraînant l'adhésion. Mais, risquant d'être efficaces, elles sont tellement dangereuses pour les intérêts établis qu'elles risquent de déclencher des réactions violentes compromettant le succès.

OU TROUVER L'ARGENT POUR PAYER CE QUI COUTE ?

1.-Faire payer les riches.

La première idée cachée sous ce slogan aussi populaire que démagogique est que les riches et privilégiés doivent subvenir aux besoins des pauvres. Sont-ils en mesure d'y faire face ? Cela suppose que les riches devraient être toujours riches, faute de quoi le système ne fonctionnerait plus, et les pauvres resteraient des assistés. C'est justement ce dont ne voulaient pas les artisans de la Révolution Française, en remplaçant le mot d'impôt par celui de contribution. Ils voulaient que tout citoyen contribue aux charges collectives. La machine n'existant alors pratiquement pas, c'est bien le travail humain qui devait les supporter. La dignité d'un citoyen devrait exclure les solutions qui passent par l'assistance de ceux qui n'ont ni faiblesse ni handicaps. Bien qu'assurés par la collectivité, l'indemnité de chômage et le RMI entrent dans cette logique. Elle transforme en assistés des gens en pleine force de travail, et fait du privilégié qui touche le SMIC une sorte de "riche" qui pourvoit à leurs besoins.

La deuxième idée est que les riches seraient d'une certaine manière néfastes pour la société. Il faudrait "leur faire payer" leur statut de parasite, les punir pour insulte à la pauvreté générale des classes laborieuses. Au risque de heurter, je crois nécessaire de bousculer des idées reçues. Pour tenter d'y voir clair, il faut d'abord, dans la notion de richesse, bien séparer le **patrimoine** du **revenu**.

Le **patrimoine** est le symbole même de la richesse. Pourtant, on peut se demander dans quelle mesure un patrimoine serait par lui-même un mal pour la société. En quoi l'avare richissime qui vit d'un croûton de pain dans une maison sans feu et enterre son or dans le fond de son jardin, où un quidam le découvrira 500 ans plus tard est-il pour elle une charge ou entrave t'il son fonctionnement? Sinon qu'il enfreint les règles d'une société qui pousse à consommer au-delà de ses besoins? Celui qui a bâti et bien entretenu une belle maison qu'habitera un inconnu un siècle plus tard n'a t'il pas au contraire enrichi la collectivité ? Et le Docteur Gachet qui a fait vivre Van Gogh et a légué ses trésors au musée ? Par le jeu des héritages, le patrimoine est de toutes façons morcelé et redistribué, parfois de façon regrettable, mais il peut être considéré comme un enrichissement collectif à long terme. Au contraire, la taxation peut avoir des effets pervers. Elle peut menacer des entreprises lors de successions. Elle incite à la consommation, à l'évasion des richesses vers des paradis ou des niches fiscales, alimentant par exemple la spéculation sur des œuvres d'art. La seule existence d'un patrimoine ne justifie pas logiquement sa taxation, si ce n'est au nom d'une idéologie démagogique, fortement

empreinte de morale chrétienne. Si le patrimoine a été accumulé grâce au fruit du travail, c'est taxer une seconde fois le travail humain.

Le revenu. Prélever sur le revenu est logique, car c'est une source **renouvelable**, alors que prélever sur le patrimoine détruit la source. Pour tenter une image, il est mieux de donner à l'impôt chaque année une partie de votre récolte qu'une partie de votre champ. Il peut avoir des sources multiples

- *Ce peut être le fruit du travail.*

Un salaire, le bénéfice d'un commerçant, les honoraires d'un médecin. On peut discuter pour savoir si le directeur de l'usine doit gagner plus que le gardien, ou si l'animateur de télévision mérite d'être payé **deux cent fois plus** que le chercheur du CNRS qu'il a invité pour faire bien dans son émission-spectacle. Mais on ne peut bâtir un monde sur le bénévolat et le dévouement désintéressé de quelques-uns : **"toute peine mérite salaire"**. A cet aphorisme, l'économie moderne crée pourtant des exceptions. Toujours dans l'idée que le travail est une denrée rare qu'il faut "partager" et ne pas prendre aux autres, les activités rétribuées sont interdites aux retraités (excepté militaires). Il ne leur reste que le droit d'animer les activités *"qui coûtent"* par le bénévolat, spontané ou même forcé sous la forme d'un *"service militaire civil"*, et les œuvres pieuses. C'est tout compte fait une manière d'institutionnaliser la charité.

Taxer le revenu du travail, c'est faire supporter les charges communes par le travail humain

- *Ce peut être le fruit du patrimoine.*

L'Eglise catholique s'est longtemps refusée à admettre le prêt avec intérêts. C'était le péché d'usure. Cependant, en incitant les riches à prêter leur argent, l'intérêt a favorisé les créations d'entreprises et permis le développement économique. Mais prêter avec intérêt revient à obtenir qu'un autre travaille pour vous simplement parce que vous avez de l'argent, sans que vous entamiez votre patrimoine. C'est une rente de situation. On s'offre un esclave, sans contrepartie. Dans l'idéal, la seule justification de l'intérêt serait la compensation de l'érosion monétaire. C'est d'ailleurs le sens initial d'*usure*, qu'ans les pièces d'or perdaient du poids à force de circuler.

Si l'impôt porte sur le revenu du travail humain, le minimum de justice voudrait que les revenus du capital soient taxés au moins au même titre. Apparaît alors la perversité du système, car **c'est encore le travail humain qui supporte indirectement cet impôt**. Un prêt peut être comparé à une location. Les loyers sont taxés au titre de l'impôt sur le revenu. Pour qu'un propriétaire privé consente à donner un appartement en location, il faut qu'il en espère un revenu qui ne soit pas ridicule par rapport à d'autres placements et compense au moins la dépréciation de son bien. S'il est par ailleurs fortement imposé sur le revenu, il incorporera au loyer le supplément d'impôt généré par le revenu de sa location. En fin de compte, l'impôt sera supporté par le plus pauvre. Compte tenu des risques locatifs encourus, le propriétaire peut même choisir de garder ce logement vacant ce qui, en raréfiant l'offre, fera monter les loyers.

Si, comme l'Eglise a fini par l'admettre, on peut trouver éthique qu'un revenu puisse être obtenu d'un patrimoine, encore faudrait-il que cela se borne à la compensation du risque pris par le prêteur.

- *Ce peut être le fruit d'un abus de position dominante, une véritable extorsion.*

Certains revenus n'ont aucun rapport avec le service rendu à la collectivité ni avec le travail fourni. Ils édifient des fortunes rapides. La position dominante de certains trusts peut être assimilée à une prise d'otages avec rançon. Leurs concurrents éliminés ou absorbés, ils sont en situation de monopole. Ils peuvent alors tout se permettre, en organisant par exemple l'obsolescence rapide de leurs produits. (ATT, IBM et actuellement Microsoft). Ils ponctionnent ainsi de façon abusive le produit du travail humain. Les réglementations qui contraignent de grosses entreprises à modifier leurs structures devraient être renforcées. La taxation pourrait modérer leurs appétits, et tout au moins les faire participer aux dépenses publiques.

- *Ce peut être le fruit de la spéculation.*

C'est la lèpre de l'économie. Les techniques boursières modernes la facilitent énormément, les profits ne résultent que de la spoliation des autres. Tobin a proposé de taxer les gains des mouvements rapides de capitaux. Mais est-ce réellement un moyen de financer l'activité hors-marché? A l'extrême, si la taxe supprime ces mouvements spéculatifs, elle ne rapportera plus rien. Les bénéfices escomptés risquent de ne pas être au

rendez-vous, d'autant que les milieux financiers sont capables d'une grande et imprévisible adaptation. Il faudrait un consensus planétaire pour que ces transferts électroniques d'argent soient freinés et taxés au bénéfice de toutes les collectivités. Plutôt qu'une réelle source de revenus pour l'Etat, je verrais plutôt dans la taxation de ces gains une opération de police bénéfique et urgente, car ces transactions-éclair peuvent ruiner sans aucune justification des entreprises parfaitement saines et mettre des milliers de travailleurs au chômage. A ce titre, **assurer les retraites par les fonds de pension est particulièrement pervers, car c'est faire financer par les travailleurs eux-mêmes l'hyperproductivité et la spéculation qui les mettent à la rue.**

Ainsi, être riche n'est pas en soi un mal pour la communauté. Les patrimoines peuvent au contraire constituer une assurance, une réserve lui permettant de passer un cap difficile. C'est **l'enrichissement** qui le devient lorsqu'il est le fruit de la spoliation d'autrui ou de sa mise en esclavage par le biais de l'argent.

2.- Faire payer les pauvres

C'est cynique, mais c'est en fait la solution la plus courante. Comme ils sont très nombreux, les petits ruisseaux font les grandes rivières. Certes ils paient peu sur leur revenu. Leur patrimoine se réduit bien souvent à leur livret A, mais s'il est détaxé, le taux d'intérêt est le plus souvent au dessous de l'inflation, qui par ailleurs les touche électivement. Quant à la TVA, elle n'épargne pas les plus pauvres sur ce qui est essentiel à leur survie. Ce sont eux qui fument le plus, le seul luxe qu'ils puissent d'offrir. Sous le noble prétexte de préserver leur santé, leurs cigarettes sont taxées à 80%. Un fumeur au SMIC leur consacre bien souvent plus de deux mois de salaire! .

3.-Faire payer les machines = l'impôt sur l'énergie

Les consommateurs seront de toute façon un jour les payeurs. Ce n'est pas la richesse en soi, ni même le revenu qui menacent l'Homme et la planète. N'en déplaise aux gouvernements dont le slogan est "*il faut relancer la consommation pour sortir de la crise*", **c'est la consommation qui génère la crise**, puisqu'elle stimule une production excédentaire et accélère donc la fuite en avant du système économique. C'est elle aussi qui menace l'équilibre naturel.

- La consommation-destruction

Toute activité humaine, dans son interaction avec l'environnement, se traduit en fin de compte par une consommation d'énergie et du patrimoine mondial de matières premières. Non pas tellement la forme d'énergie qui ne fait qu'inscrire l'homme dans le cycle du carbone et de l'azote. Celle qu'envoie gratuitement le soleil ne génère de pollution qu'en fonction des moyens mis en œuvre pour la recueillir, la concentrer et la distribuer. Ce **qui met le monde en danger, c'est le type de consommation qui détruit et gaspille les ressources fossiles et nucléaires: la CONSOMMATION-DESTRUCTION**. Brûler inconsidérément le charbon et le pétrole, répandre de façon diffuse dans la nature des matières premières extraites du sol où elles étaient naturellement concentrées est un crime contre les générations futures, depuis les industries qui déversent le mercure dans la baie de Minamata jusqu'à l'inconscient qui jette la pile de sa calculatrice. Si les consommateurs ne paient pas aujourd'hui, la facture sera beaucoup plus lourde à l'avenir. Pour sauver la terre, il faut ramener au minimum indispensable cette **consommation-destruction, en éliminant totalement le gaspillage**.

Le contrôle le plus souple et le plus efficace est l'argent. Faire supporter à ce type de consommation les charges "*qui ne rapportent pas*" en taxant l'énergie et les matières premières polluantes et/ou rares ferait d'une pierre deux coups. Cela ferait revenir l'esprit d'économie. Jadis, on consignait les bouteilles. Actuellement, on les récupère "*contre le cancer*", en prenant soin de bien les casser dans les conteneurs. Cela coûte presque autant en énergie de les refondre que de fondre la silice, mais l'industrie des bouteilles y trouve son intérêt, puisque cela supprime leur réutilisation. Si le mercure nouvellement extrait était lourdement taxé, mais si la vieille pile était reprise pour recyclage pour les 9/10e du prix, on répandrait beaucoup moins de mercure dans l'environnement sans avoir à payer vraiment beaucoup plus cher pour le même service, et les solutions de remplacement de ce produit seraient favorisées. Les populations des villages de montagne ont pu survivre dans des climats difficiles sur des terres parcimonieuses parce qu'on ne jetait rien qui puisse resservir. Ce n'est pas de l'avarice, car l'hospitalité y est sans doute beaucoup plus généreuse que dans de gras villages de plaine. C'est une sagesse ancestrale. Rendre onéreux **le gaspillage** stimulerait l'imagination des chercheurs pour trouver des techniques plus économiques apportant le même bien-être au prix d'une moindre destruction. Six mois après la crise pétrolière de 1976, la consommation d'essence des voitures neuves avait chuté du tiers.

Les solutions techniques étaient donc déjà prêtes, on ne conçoit pas en si peu de temps un nouveau moteur capable d'une telle performance. Pétroliers et constructeurs s'entendaient clairement pour que les ventes de pétrole ne diminuent pas.

Un impôt sur la consommation-destruction comme la taxe carbone soulève pourtant curieusement l'opposition d'une partie de la gauche, qui le jugent injuste parce qu'il toucherait riche et pauvre sur une base égalitaire. Cette vision ne résiste pourtant pas à l'analyse. Cette injustice ne vaut que pour les produits et prestations de base indispensables à une vie décente et dont la consommation est identique pour un riche et pour un pauvre. Si ces produits étaient peu taxés, et si les taux devenaient très élevés pour ce qui devient un luxe voire un superflu, celui qui déjeune d'un sandwich, s'achète un jean et un blouson tous les deux ans et va à son travail à vélo participerait beaucoup moins à l'effort collectif que celui qui roule en Porsche, change de costume tous les jours, et entretient un yacht. **Il faut un frein à la consommation-gaspillage.** Si l'idéal de vie auquel aspirent les gens "de gauche" est que tout le monde ait un jour le niveau de vie d'un nabab américain, la terre n'y résistera pas longtemps.

De plus on assimile taxe sur la consommation et TVA. C'est l'éternel piège où se prennent les économistes, qui confondent toujours **ventes** et **consommation**. La TVA est une taxe sur les **ventes**, pas réellement une taxe sur la **consommation-destruction**. La TVA sur la vente d'un appareil d'occasion ne taxe pas une consommation, elle pénalise un geste de réelle économie. La TVA sur une activité de service, le travail d'un mécanicien qui répare un appareil qui servira encore taxe un pur travail humain. De plus, la TVA transforme en collecteur d'impôts l'industriel et le commerçant, ce qui incite à la fraude, d'autant plus que les taux sont plus élevés.

Imposition directe ou TVA nécessitent une armée de contrôleurs qui ne peut suffire à une tâche aussi diffuse. Ils ne procèdent guère que par sondages, actions ponctuelles sur dénonciations, punissent sévèrement les petits fraudeurs qui se font prendre et consentent de grands arrangements avec les agissements frauduleux de grandes entreprises. La multiplicité, la complexité des systèmes d'imposition, le calcul des charges sociales, avec les cotisations aux différentes caisses, exigent une comptabilité importante improductive, aliénante pour la liberté, l'esprit d'entreprise. Tout ce maquis administratif dissuade des initiatives individuelles et incite au travail noir.

- Faire payer les machines

Il serait normal que les machines soulagent le travail de l'homme et lui assurent à la fois mieux-être et protection. C'est dans ce but qu'elles ont été inventées. Dans tous les travaux que peut faire une machine, elle sera toujours plus performante que l'Homme et c'est un bien. Mais elle ne saura jamais éduquer un enfant, soigner un malade, aménager un paysage, inventer, animer un groupe, régler des conflits. L'atout de l'Homme est qu'il est seul à pouvoir faire preuve d'humanité. Sur ce plan, la machine ne pourra jamais être que son esclave.

L'impôt sur l'énergie est une des meilleures réponses à un cahier des charges qui devrait:

1.-Trouver des ressources suffisantes pour financer les emplois qui coûtent, rapidement modulables en fonction des besoins.

2.-Alléger le travail humain et faciliter l'embauche, considérablement freinée par les charges qu'il supporte, en les transférant **vers une imposition du travail des machines**,

3.-Orienter l'économie vers un plus grand respect de la planète, limitant au maximum le recours aux énergies fossiles, et incitant au recyclage des matières premières extractibles rares ou polluantes.

4.- Répartir justement l'impôt, touchant chacun en fonction de l'impact environnemental de son comportement, taxant plus lourdement les consommations de luxe et le gaspillage.

4.-Simplifier son établissement et sa perception, ce qui libérerait des initiatives rebutées par les complications administratives et les contrôles, et assurerait un plus grand degré de liberté aux citoyens.

Sa justification est que **toute activité dépend en fin de compte de l'énergie**. Un impôt basé sur sa consommation se répercuterait en cascade sur tout ce qui fait la vie, objets, transports, services. Prélever sur elle une dîme pour financer les besoins de la collectivité apparaît donc comme la chose la plus naturelle. Cet impôt a été proposé voilà plus d'un demi-siècle par des gens comme Schueller, fondateur de l'*Oréal*, qui est

loin, et c'est peu dire, une référence "de gauche"³. Mais les très bonnes idées n'ont pas de parti. Cette proposition a été fermement défendue par Alfred Sauvy.

1.- *Simplicité de la perception.*- Les motivations de Schueller étaient très différentes de celles que je viens d'analyser. Il voyait essentiellement dans son projet une **simplification considérable de la perception de l'impôt** par une retenue à la source, libérant l'activité industrielle de contraintes administratives étatiques. Sa perception est en effet d'une simplicité extrême. Elle est rapidement modulable si un besoin imprévu apparaît, sans création d'un nouveau type d'impôt. Il est plus facile de prélever une taxe à la sortie d'une centrale électrique ou d'un oléoduc que de se livrer au travail de fourmi de collecte de millions d'impositions diverses. Pour donner un ordre de grandeur, la consommation d'énergie en France était en 1999 de 227 millions de tonnes d'équivalents-pétrole, le budget de l'Etat est de 1400 milliards et celui de la sécurité sociale de 1100 milliards. **Un transfert total** de ces budgets vers l'impôt sur l'énergie n'aurait représenté qu'environ 1,5€ par litre de pétrole.

2.- *Protection de la planète.*- Cet impôt répond maintenant au besoin de protéger la planète. Plus serait importante la part d'énergie dans la fabrication d'un produit ou dans une activité, plus ils seraient taxés. La taxation est modulable selon les sources d'énergie. Une taxation différente pourrait enfin rendre les énergies renouvelables non polluantes compétitives avec les énergies fossiles et l'énergie nucléaire.

3.- *Détaxation du travail humain et répercussion sur l'emploi.* C'est un point central qui pourrait avoir une influence considérable sur l'emploi. Cet impôt répond au besoin de ne plus faire supporter les charges de la collectivité par le travail humain, mais par les machines. L'impôt grevant le prix d'un produit manufacturé ne dépendrait en effet que de la quantité d'énergie nécessaire à sa fabrication, à celle nécessaire à la fabrication des machines ayant servi à le fabriquer, et à son acheminement, **donc réellement du travail de la machine**. De même, une tomate ayant mûri au soleil serait beaucoup moins chère sur le marché voisin qu'une tomate sous serre chauffée arrivant par camion frigorifique d'un pays lointain. Les activités n'utilisant pas ou peu d'énergie, éducation, soutien scolaire, aide ménagère, garde d'enfants, soutien à l'art seraient favorisées.

La taxation pourrait être très souple et tenir compte des besoins élémentaires. Une taxation progressive des utilisations domestiques, des exonérations pour le four du boulanger et du restaurateur, voire des subventions pour certains usages pourraient assouplir le retentissement trop marqué de l'impôt sur certaines applications essentielles. Dévoreur d'énergie, l'aluminium serait un produit de luxe, mais pourrait être détaxé ou subventionné là où il est irremplaçable.

L'embauche n'étant plus pénalisée, les entreprises cesseraient de chercher systématiquement à remplacer l'homme par des machines, devenues plus coûteuses. On serait moins tenté de remplacer le poinçonneur du métro par les portillons automatiques et le chef de station par une caméra vidéo, ce qui livre les quais aux fraudeurs et aux délinquants, avec une réponse policière qui ne sort pas d'embarras le voyageur perdu. L'Etat pourrait recruter plus facilement le personnel nécessaire aux besoins collectifs. Ses ressources seraient mieux assurées car la fraude deviendrait quasiment impossible. Il est plus difficile de passer un superpétrolier en contrebande ou de vendre au noir le produit d'une centrale électrique que de faire disparaître un ticket de caisse.

4.- *Justice sociale.*- L'impôt serait juste, car chacun ne participerait aux dépenses collectives qu'en fonction de la destruction qu'il imposerait à la planète. Le riche ne paierait pas plus que le smicard s'il prenait le métro, roulait à vélo, mais participerait énormément à l'effort collectif s'il se mettait à consommer, roulait 4X4, partait à la pêche au gros sur son yacht, allait se faire hisser en hélicoptère sur les sommets, illuminait *a giorno* son hôtel particulier que rafraîchit la climatisation dès qu'il fait plus de 25°. La pression fiscale ne dépendant que de la consommation, elle ne pénaliserait pas ceux qui ne peuvent frauder.

Un impôt sur les matières premières extractibles rares ou polluantes devrait le compléter.

UTOPIE ?

³ Eugène Schueller: L'impôt sur l'énergie (1956) Editions du Rond-Point 1956

Les avantages d'une telle simplification justifierait à soi seul l'adhésion, et il n'était pourtant pas encore question d'écologie à l'époque de Schueller. Dans la période d'après-guerre, ce n'était pas encore la société de consommation, le chômage était inconnu. Apparemment, cette proposition a été mal acceptée car venant d'un industriel que les problèmes de justice sociale ne hantaient pas, de plus très marqué pas son appartenance à l'extrême droite collaborationniste.

1. Les résistances

Dès la parution de l'ouvrage de Schueller, les résistances se sont manifestées. Cela mérite analyse.

- L'inertie

Le bouleversement social serait considérable, tout spécialement dans les milieux fiscaux. Ils ont immédiatement rejeté l'idée d'un tel impôt, y voyant une menace pour leur administration, ils l'ont dénigré comme un refus de la modernité, le qualifiant d'*impôt-brouette* et l'accusant de préconiser un *retour à la bougie*. Mais la bougie elle-même utilise de l'énergie pour sa fabrication, et qui renoncerait à s'éclairer à l'électricité? Certes la pelle mécanique serait plus taxée que le terrassier, mais peut-on imaginer, quel que soit le prix du fioul, qu'une entreprise renonce à des progrès aussi importants qui soulagent le travail humain pénible et sont tellement plus efficaces?

- Le pouvoir

Le rêve de tout pouvoir politique est de contrôler les populations. Or de plus en plus, **le fisc sait tout sur vous**, avec une considérable amplification depuis l'informatique. Il peut même se passer de vous, puisque vos déclarations de revenus arrivent désormais pré-remplies. Qui plus est, certaines dispositions paraissent en votre faveur. Mais déduire de vos revenus imposables une partie de vos dons à des organisations, partis politiques, peut permettre à qui le souhaiterait d'avoir un profil précis de vos opinions, éventuellement considérées comme subversives.

Or clairement ce type d'impôt rendrait inutile tout ce maillage administratif. Une libération extraordinaire de l'emprise de l'Etat sur l'individu en serait la conséquence. On peut rêver à l'essor des initiatives privées dans tous les domaines, délivrées de telles contraintes. Mais quel pouvoir accepterait aisément de renoncer à un outil d'une telle puissance? On frémirait à la menace contre la démocratie qu'il peut représenter, pour peu que les conditions se prêtent à un putsch. Les grands stades ont déjà leurs listes d'occupants.

2.- Les promoteurs

Je suis étonné que les organisations écologiques n'aient pas encore mieux exploité ce cheval de bataille. Un changement profond des mentalités à l'égard de la nature pourrait en découler. Cependant, leur poids politique s'accroît, leur message est de plus en plus entendu dans l'opinion, et les partis politiques divers commencent à sentir le danger électoral à ignorer le problème. Mais il faudrait peut-être clarifier le message, en particulier quant aux conséquences.

- Les trop pressés

Appliquée brutalement, une transformation aussi importante est vouée à l'échec. C'est le pavé de l'ours. En proposant une augmentation trop importante et brutale du prix des carburants, sans une campagne d'information suffisante, les écologistes allemands ont jadis perdu beaucoup de voix, et déconsidéré la démarche. Il faudrait éviter des maladresses, et commencer par former les esprits. La transformation nécessaire des mentalités et des habitudes est telle qu'obtenir l'adhésion de l'opinion quant au bien fondé de cette voie est un préalable indispensable à toute décision politique. Comme pour l'essai d'un nouveau médicament, il faut faire des expérimentations limitées, avec une grande souplesse et progressivement. Car les effets pervers ne sont pas toujours immédiatement décelables. Les changements brutaux, les révolutions causent des désordres qui génèrent bien souvent de grandes détresses.

STRATÉGIE

Le vrai problème est donc de faire accepter une telle évolution

1.- Il faudrait d'abord que l'opinion publique comprenne bien qu'il ne s'agit pas d'un impôt nouveau supplémentaire. Il existe déjà des taxes sur l'énergie. Il s'agit simplement de transférer sur elles des charges que le contribuable paie déjà par des impôts très injustement répartis, complexes et coûteux à recouvrer, paradis pour les fraudeurs, obstacles à l'emploi parce qu'ils grèvent le travail humain. On doit pouvoir expliquer qu'incitant à l'économie, la réduction du gaspillage permettrait de mieux utiliser les ressources pour l'amélioration du bien-être réel.

2.- Il faudrait donner une idée générale de l'intérêt de ce mode d'imposition. Parler de "taxe carbone" me paraît une erreur, car c'est trop directement ciblé. C'est donc immédiatement perçu comme un impôt supplémentaire. On aurait dû commencer par bien expliquer pourquoi tout dépend de l'énergie, et qu'à long terme c'est elle qui devrait être économisée, évidemment surtout les énergies fossiles, mais toute énergie quelle que soit sa forme. Pour cela, c'est sur elle que devraient être transférées toutes les charges qui devraient assurer notre bien-être.

3.- Le mot-clé pour le succès, c'est l'**adaptation**. Ces transferts devraient être suffisamment espacés, **très progressifs** pour laisser à l'économie le temps de s'adapter et éviter des réactions de rejet. L'application devrait d'abord porter sur des domaines limités et concrets, et apparaître clairement comme un véritable transfert. Une augmentation de 25% du prix de l'essence est acceptée comme une fatalité lorsqu'elle traduit une fluctuation du marché international du brut, mais un impôt supplémentaire de même ampleur susciterait une levée de boucliers. Mais si cette augmentation était compensée euro pour euro par la diminution correspondante ou à la suppression de la cotisation ouvrière à la Sécurité sociale ou à une baisse de TVA, le caractère concret de cette mesure la rendrait acceptable. La réussite dans un domaine limité comme celui des charges sociales, qui se traduirait par une amélioration de l'emploi, aurait de plus un effet éducatif qui aiderait à faire accepter des transferts ultérieurs.

L'objectif final serait que le système d'imposition actuel, qui bride énormément la vie économique et les initiatives, laisse peu à peu complètement la place à ce système de prélèvement simple, et fasse plutôt de la redistribution en subventionnant des domaines ayant tendance à s'éteindre. Peut-être faudrait-il recruter moins d'agents du fisc. Ne serait-ce pas un bien si c'était au bénéfice des carrières d'enseignants, d'infirmières ou de médecins scolaires? Que de fois me suis-je dit, en passant un péage d'autoroute, que l'aimable caissière serait avantageusement remplacée par un peu plus de taxes sur l'essence. Elle aurait été certainement plus heureuse et épanouie et se serait sentie plus utile dans mon laboratoire à aider mon unique technicienne, que je n'arrivais à payer qu'au prix de bassesses auprès de "mécènes" hypothétiques, inconstants et mus par leur seul intérêt.

Des garde-fous seraient évidemment nécessaires. L'argent public excite la convoitise du marché. Il est extrêmement tentant de lui faire alimenter directement le secteur marchand. La sagesse ne préside pas toujours à l'établissement des budgets. La corruption et l'électoratisme favorisent les opérations de prestige, construction d'un grand stade, d'un nouvel hôpital, suréquipements en machines, au détriment de la satisfaction de besoins plus élémentaires. Les fonds récoltés à la source iraient-ils réellement rémunérer et développer ces emplois "*qui coûtent*", ou, comme la vignette auto et la CSG, entreraient-ils dans une "masse commune" budgétaire dont l'orientation finale, décidée par des parlements et gouvernements sensibles aux pressions des lobbies, ne serait peut-être pas faite avec la circonspection nécessaire. Mais comment éviter ces dérives? Ce risque n'est cependant propre à aucun système de prélèvement. Le contrôle de l'affectation des fonds publics et de leur utilisation deviendrait ni plus ni moins indispensable qu'actuellement. Mais, libérés de la charge de l'établissement de l'impôt et du contrôle de sa perception, les agents et comptables du fisc pourraient mieux se consacrer au contrôle de **l'utilisation des fonds publics** et à l'étude des effets des différents financements.

Dans le cadre des accords actuels, la France ne pourrait prendre d'initiative isolée. Les pays de l'Union européenne devraient adopter une attitude commune. L'obstacle ne devrait pas être insurmontable, car tous sont peu ou prou en proie aux mêmes difficultés. Une protection douanière adaptée devrait amener les concurrents étrangers à tenir compte de cette nouvelle donne. Car l'intérêt de la planète est aussi le leur.

21 août 2010 (Première version 1985)
Auteur de "La Fume" et de "Petit manuel de défume"
, et de "La Fumado", en esperanto. Editions SIDES <http://editionsides.com>
Articles sur <http://formindep.org>, sur l'onglet "Altertabacologie".
Site <http://tabac-humain.com>
e-mail : r.molimard@free.fr

RÉSUMÉ

Le système économique conduit le monde à sa perte. Seules les activités qui "*rapportent*" sont prises en compte. La rentabilité immédiate guide le développement industriel, dans une fuite en avant vers une *consommation-gaspillage* artificiellement développée. Elle épuise rapidement les ressources de la planète, et l'utilisation des énergies fossiles et nucléaire menace l'environnement. Le blocage prévisible du système laisse craindre une solution dans un conflit mondial.

En dépit de la surproduction, le système ne satisfait pas les besoins élémentaires d'une grande partie de la population. Les secteurs d'activité essentiels à son bien-être, à l'éducation, à la protection sociale, "*coûtent*" et sont essentiellement financés par les dépenses publiques. Celles-ci proviennent des impôts et charges sociales **qui grèvent exclusivement le travail humain**. Ceci pousse l'industrie à remplacer l'homme par les machines, et à faire pression pour réduire les dépenses publiques afin de diminuer les charges salariales, à transférer le travail humain dans des pays à main d'œuvre bon marché.

Réduire le temps de travail sans réduction de salaire est utopique. Cette réduction ne peut résoudre le problème de la surproductivité. C'est un moyen indirect de laisser la place aux machines et de diminuer les charges salariales pour permettre à ce système économique pervers de survivre un peu plus longtemps.

La croissance n'est qu'une solution à court terme. Un siècle de croissance à 3% multiplierait par 19 la ponction sur les ressources de la planète.

Une solution serait de financer les activités "*qui coûtent*" autrement que comme un sous-produit de celles "*qui rapportent*", et autrement que par des prélèvements qui se font encore presque exclusivement sur le travail humain. Mais ce qui était concevable au Moyen-Âge lorsque le travail humain était la seule source de richesses ne l'est plus depuis la révolution industrielle. Ces charges devraient être supportées par les machines.

Ce ne sont ni le revenu, ni le patrimoine qui détruisent la planète, mais la consommation qui gaspille l'énergie et les matières premières. La protection sociale et les besoins de l'Etat pourraient être financés par un impôt sur l'énergie, qui pousserait à l'économiser. Il pourrait favoriser les énergies renouvelables par rapport aux énergies fossiles et nucléaire et protégerait ainsi la planète. Chacun paierait l'impôt en fonction des dégâts qu'il inflige à la terre. En transférant sur les machines ce qui grève le travail humain, cet impôt faciliterait le développement d'emplois là où l'homme est irremplaçable, en particulier dans le secteur hors-marché. La simplicité de sa perception éliminerait les fraudes et, supprimant un maquis de contraintes administratives et de contrôles, augmenterait la liberté individuelle et les initiatives créatrices d'emplois.

Ce transfert pourrait avoir toute la progressivité nécessaire pour permettre aux mécanismes adaptatifs de s'installer sans désordres socio-économiques.

Les résistances à une telle transformation sont énormes. D'abord parce que l'impôt sur l'énergie remet en cause toute une organisation fiscale, et des habitudes. Mais sans doute surtout parce que le fisc sait pratiquement tout sur chaque citoyen, opinions comprises, et qu'il est difficile d'imaginer qu'un pouvoir renonce à un tel outil de contrôle des populations.